



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 octobre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 14 octobre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 6 août 2002 (S/2002/899).

La Hongrie a adressé au Comité contre le terrorisme le rapport complémentaire ci-joint (voir annexe), conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 8 octobre 2002, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent
de la Hongrie**

D'ordre de mon gouvernement, et comme suite à votre lettre datée du 15 juillet 2002, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint (voir pièce jointe) un rapport complémentaire contenant les réponses aux questions posées par le Comité contre le terrorisme au sujet du rapport soumis par la Hongrie le 3 janvier 2002 en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

Je tiens à saisir cette occasion pour redire au Comité contre le terrorisme toute l'importance que le Gouvernement hongrois attache à une étroite coopération avec lui et réaffirmer qu'il est résolu à fournir au Comité toutes les informations supplémentaires que celui-ci jugera nécessaires ou pourrait demander.

Le Représentant permanent
(*Signé*) László **Molnár**

Pièce jointe

Rapport complémentaire de la Hongrie au Comité contre le terrorisme portant sur les questions soulevées dans la lettre du Président du Comité datée du 15 juillet 2002

Paragraphe 1

Alinéa a)

Les règles relatives à la connaissance de l'identité du client en vigueur en Hongrie sont fondées sur le principe « Sachez qui est votre client ». La règle générale est l'établissement – et la vérification – de l'identité du client « au moment d'engager des relations d'affaires ou de conclure un contrat par écrit ». Par définition, cette règle s'applique à tous les clients du fournisseur des services financiers, anciens aussi bien que nouveaux. Les règles particulières ci-après s'appliquent aux différents types de client.

Selon les règles en vigueur jusqu'ici, quatre données étaient exigées pour établir l'identité. Les nouvelles règles en ont ajouté trois, portant ainsi à sept le nombre de données requises pour établir l'identité. Il est illégal de fournir des services financiers à un client dont l'identité n'a pas été dûment établie. En pratique, cela signifie que depuis l'entrée en vigueur des nouvelles règles, les **nouveaux clients** doivent faire connaître leur identité immédiatement en fournissant les **sept données** requises par loi et que ceux qui étaient **déjà en relation d'affaires** avec le fournisseur des services financiers doivent fournir les trois données supplémentaires – en plus des quatre précédentes – lorsqu'ils demandent un service financier à leur banque ou à un autre fournisseur de services financiers. Les clients doivent **signaler** tout **changement** de ces données **dans les cinq jours**.

Un délai de deux ans est accordé aux clients « inactifs », qui doivent de nouveau faire connaître leur identité, même si aucune transaction n'a eu lieu pendant deux ans.

Pour les clients non permanents qui demandent occasionnellement une transaction en numéraire, par exemple un transfert de fonds, le montant de la transaction ne doit pas dépasser 2 millions de forints (**8 000 euros**). S'il s'agit d'une opération de change, le montant maximum est bien inférieur : la limite est de 300 000 forints (**1 200 euros**). Lorsque la transaction dépasse 2 millions de forints, la vérification de l'identité du client est obligatoire, même s'il est connu.

Conformément aux règles relatives à la connaissance de l'identité des clients, les informations concernant le **propriétaire effectif** des fonds sont également essentielles. Les fournisseurs de services financiers cherchent donc toujours à connaître la véritable identité non seulement de leurs clients, mais aussi du propriétaire effectif. À cette fin, toute transaction – transfert de fonds ou autres – doit faire l'objet **à chaque fois** d'une **déclaration préalable relative au propriétaire effectif** accompagnée de pièces justificatives.

Conformément à la loi XXIV de 1994 relative à la prévention et à la répression du blanchiment d'argent :

a) Le fournisseur de services financiers doit faire preuve de **diligence raisonnable** pour établir l'identité du propriétaire effectif;

b) Le **client** doit remettre au fournisseur de services financiers une déclaration écrite concernant la personne **pour le compte de laquelle** il agit, avec ou sans commission;

c) Dans le cas d'une **personne morale**, le **propriétaire effectif** est la personne qui dirige directement l'entité.

Si un **doute** apparaît au cours des relations d'affaires au sujet de la véritable identité du propriétaire effectif, le client doit **refaire une déclaration** concernant le propriétaire effectif, faute de quoi le fournisseur de services financiers est tenu de refuser d'exécuter de nouveaux transferts ou autres opérations demandés.

Aux fins de vérification, le fournisseur de services financiers doit exiger la présentation des documents suivants :

a) Dans le cas **des personnes physiques** :

- Carte d'identité, ou
- Passeport, ou
- Certificat de domicile, ou
- Permis de séjour.

b) Dans le cas des personnes morales et autres entités :

- Documents personnels du représentant de l'entité,
- Certificat d'immatriculation délivré par le tribunal chargé du registre, ou
- Certificat d'immatriculation délivré par l'administration fiscale, ou acte de constitution.

Dans le cas des personnes physiques, doivent être vérifiés le nom (y compris le ou les noms antérieurs), l'adresse, la date et le lieu de naissance, la nationalité, le nom de jeune fille de la mère, le type et le numéro de la carte d'identité de même que le nom et les qualités de l'autorité qui l'a délivrée et, dans le cas des citoyens étrangers, leur adresse en Hongrie.

Dans le cas des personnes morales et autres entités, doivent être fournis aux fins de vérification la raison sociale de l'entité, en entier et en abrégé, l'adresse du siège social et de ses filiales, son objet principal, le numéro d'immatriculation, le nom et le rang des personnes qui la représentent ainsi que les données relatives à l'identité de son gérant.

L'amendement à la loi relative à la répression du blanchiment d'argent, conformément auquel le fait de dissimuler l'identité du propriétaire effectif est devenu une infraction, est entré en vigueur le 19 décembre 2001. Sept mois seulement s'étant écoulés, il est encore trop tôt pour que des cas de blanchiment d'argent aient pu être détectés et les faits établis et jugés.

Alinéa b)

Quiconque commet l'infraction visée à l'article 261, paragraphe 4, du Code pénal hongrois, ne peut invoquer le secret professionnel.

Conformément audit paragraphe, est coupable de crime et passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans quiconque, ayant eu connaissance

de source sûre d'informations donnant à penser qu'un acte de terrorisme se préparait, ne l'a pas signalé dès que possible aux autorités.

Le paragraphe 4 de l'article 261 prévoit *l'obligation générale de signaler* la préparation d'un acte de terrorisme, si l'information est crédible. Il suffit à celui qui détient l'information, pour s'acquitter de cette obligation, de prévenir les autorités et de le faire aussi rapidement que possible. Si celui qui détient l'information a effectivement la possibilité de découvrir qu'il se prépare un acte de terrorisme, il doit le faire savoir selon qu'il conviendra.

En outre, conformément à la loi No 1 de 1973 relative au Code de procédure pénal, toute personne peut dénoncer une infraction pénale. La dénonciation est obligatoire dans les cas où la non-dénonciation est une infraction pénale.

Tous les agents et responsables des services de l'État doivent dénoncer les infractions pénales dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Conformément à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, chaque État partie prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour qualifier d'infraction pénale au regard de son droit interne les infractions visées à l'article 2 et réprimer ces infractions par des sanctions appropriées prenant dûment en compte leur gravité.

L'amendement le plus récent à la disposition relative aux actes de terrorisme (art. 261) est entré en vigueur le 19 décembre 2001. Conformément au texte modifié, commet une infraction et est passible d'une peine d'emprisonnement de 5 à 15 ans toute personne qui fournit les moyens matériels de commettre un acte de terrorisme quel qu'il soit.

Avec cet amendement, la République de Hongrie a concrètement mis sa législation en accord avec les dispositions de l'article 2 de la Convention, mais le Code pénal hongrois ne sera totalement harmonisé avec la Convention que lorsque le Parlement hongrois aura promulgué cette dernière. Le Parlement a pris la décision de ratifier la Convention **le 10 septembre 2002**. [À ce propos, voir aussi paragraphe 3 d)].

Avec le prochain amendement du Code pénal se rapportant au terrorisme, qui devrait intervenir plus tard cette année, la législation hongroise concernant les actes de terrorisme sera parfaitement en accord avec la Convention.

Alinéa c)

En Hongrie, le gel des fonds peut se faire à plusieurs niveaux :

- **Les fournisseurs de services financiers** peuvent geler les transactions pendant 24 heures de leur propre initiative en cas de suspicion afin de donner à la police le temps de décider s'il y a lieu ou non de faire une enquête.
- **La police et le parquet** peuvent geler des avoirs pendant toute la durée de l'enquête et de la procédure judiciaire.
- **Le Gouvernement** peut ordonner le gel de différents types d'avoirs de différents suspects pour 90 jours si une décision du **Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies** ou du **Conseil de l'Union européenne** a été adoptée en la matière.

L'**Office hongrois de supervision financière**, qui est un organisme public, a donné pour instruction aux fournisseurs de services financiers qui relèvent de sa tutelle d'assurer la **surveillance** permanente des personnes et des organisations figurant sur les **listes de terroristes établies par l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne**. Obligation leur est faite **d'informer immédiatement** l'Office en cas de suspicion. Les informations et les données ainsi obtenues sont transmises à l'organisme financier compétent en la matière, conformément à la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Des listes de terroristes constamment mises à jour peuvent être consultées sur le site Web de l'Office.

Une **nouvelle loi** est en préparation afin de donner une base juridique constitutionnellement plus solide au régime relatif au gel des comptes et avoirs, tout en lui conférant plus de souplesse en chargeant un ministre de mettre la liste à jour.

Alinéa d)

Un amendement a été apporté au Code pénal hongrois le 19 décembre 2001 en vue d'introduire dans la définition de l'acte de terrorisme la notion de financement du terrorisme en tant qu'acte assimilé à un acte de terrorisme. Ainsi, conformément à l'article 261, le fait de mettre des fonds et autres ressources économiques à la disposition de tiers à des fins terroristes peut être puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 15 ans.

Conformément à l'article 4 du Code pénal, si un acte délictueux – comme le terrorisme, y compris la préparation d'un acte de terrorisme – est commis à l'étranger, son auteur est passible de poursuites en Hongrie :

- Si l'acte est une infraction en Hongrie et dans le pays où il a été commis,
- S'il est qualifié d'infraction dans un accord international.

Le terrorisme, y compris le fait de mettre des fonds à la disposition de tiers à des fins terroristes, est un crime en droit hongrois, de même que conformément à plusieurs accords internationaux auxquels la Hongrie est partie. Le financement du terrorisme en dehors de la Hongrie est donc aussi un crime et n'est pas simplement interdit, mais sévèrement réprimé.

Les mêmes règles relatives à la répression du blanchiment d'argent s'appliquent aux associations comme à tout autre client. Ces règles étant de portée générale, même le fait de soupçonner une infraction – y compris le financement du terrorisme – suffit à justifier que la police en soit informée et les fonds immédiatement gelés par le fournisseur de services financiers ou la police.

En Hongrie, les associations à but non lucratif sont responsables de leurs activités devant le fisc ou le parquet. Elles sont immatriculées auprès des tribunaux chargés du registre et auprès du parquet. Ce dernier tient pour chacune d'elle une liste des actions qu'il a intentées en raison de toute irrégularité dans l'activité de l'association. Le bilan trimestriel et le rapport annuel sur la gestion des avoirs des associations peuvent faire l'objet d'inspection de la part du fisc.

Paragraphe 2

Alinéa a)

Commerce et détention d'armes à feu (et de leurs munitions)

Commerce national

1. Conditions d'acquisition d'armes à feu civiles par des particuliers

En Hongrie, les conditions d'acquisition par des particuliers d'armes à feu à utilisations civiles (sport, chasse, service, autodéfense, alarme) sont régies par le décret gouvernemental No 115/1991.(IX.10.) et le décret d'application No 14/1991.(X.31.)BM s'y rapportant. Conformément à leurs dispositions, l'acquisition et la détention de tout type d'armes à feu (et de leurs munitions) sont subordonnées à la délivrance d'un permis par la police.

Le commerce national des armes à feu à utilisations civiles et de leurs munitions est également régi par ces deux décrets.

2. Conditions d'acquisition d'armes de guerre par des particuliers

Les particuliers ne sont pas autorisés à détenir des armes destinées à des utilisations militaires (par exemple, des armes automatiques) et leurs munitions (par exemple, balles en acier et balles traçantes). C'est le privilège exclusif des forces armées nationales.

Il est interdit de mettre en vente sur le marché national les matériels militaires devenus sans emploi; ils doivent être détruits ou exportés.

Commerce extérieur

Le commerce extérieur des armes à feu à utilisations civiles et de leurs munitions est régi par le décret gouvernemental No 48/1991.(III.27.). La législation hongroise en matière de commerce extérieur est donc la même pour le matériel civil et pour le matériel militaire (par exemple, la réglementation est la même pour l'exportation de fusils de chasse ou de pistolets mitrailleurs).

Conformément à ce décret, l'exportation, l'importation et la réexportation de matériel militaire (y compris les armes à feu) et tout service s'y rapportant (mise au point, fabrication, formation, éducation, entretien, transfert, transit), y compris les activités de courtage, sont soumis à un système d'autorisation à trois niveaux, à savoir : toute personne physique ou morale qui souhaite effectuer une transaction commerciale internationale doit demander chacune des autorisations ci-après en respectant strictement l'ordre chronologique indiqué :

1. **Licence commerciale (immatriculation des négociants)**, d'une validité d'un an à deux ans avec possibilité de prorogation.
2. Les négociants immatriculés qui prévoient d'engager des négociations avec des partenaires commerciaux étrangers doivent obtenir par avance un **permis de négociation**. La demande qu'ils déposent à cette fin doit donner tous les renseignements importants sur l'identité du partenaire étranger envisagé et indiquer expressément le matériel militaire à importer ou à exporter. La validité de six mois permet de procéder aux négociations, mais non de conclure un marché.

3. Pour finaliser et signer une affaire, le requérant doit obtenir une **autorisation de conclure un marché (autorisation d'exportation/importation)**. La demande qu'il soumet à cette fin doit spécifier le type, la quantité, le prix unitaire et la valeur totale de l'objet du marché ainsi que les coordonnées complètes du partenaire signataire du marché et de l'utilisateur final et être accompagnée de toute les pièces justificatives requises (licence d'importation, certificat d'utilisateur final). La validité de cette autorisation est d'un an, avec possibilité de prorogation. Le titulaire de la licence doit rendre compte chaque mois par écrit de l'état d'avancement de la transaction.

Conformément au décret gouvernemental No 48/1991. (III.27.), les demandes relatives à toutes les autorisations ci-dessus font l'objet d'un double contrôle interministériel :

- Pendant la *phase préparatoire*, elles sont examinées et classées par le Groupe de travail d'experts, puis sont soumises
- *Pour décision finale* au Comité des opérations militaires.

Le Groupe de travail et le Comité sont composés de représentants des ministères compétents et des Services civils de la sécurité nationale.

Il n'est donné suite qu'aux demandes ayant fait l'objet d'une décision unanime.

Pour l'examen des demandes d'autorisation, il est tenu compte des principes généraux suivants :

- La transaction ne doit violer aucune disposition de la Constitution ni aucune obligation incombant à la République de Hongrie en vertu de traités internationaux et ne doit pas être contraire à la politique étrangère du pays ni aux intérêts de la défense nationale et de la sécurité nationale.
- Régimes internationaux d'embargo et de limitations et dispositions du Code de conduite de l'Union européenne.
- Les exportations d'armes à feu, de munitions et d'éléments s'y rapportant sont soumises aux mêmes conditions et font l'objet de la même surveillance étroite.
- Seuls les partenaires bien connus ou dont l'identité est clairement établie sont autorisés à négocier.
- Seuls les négociants professionnels immatriculés sont considérés comme pouvant être des partenaires commerciaux; sont exclus les mouvements politiques, les associations ou les particuliers.
- Les associations nouvellement constituées doivent présenter leurs justificatifs d'identité et leurs certifications par les autorités locales validées pour des activités commerciales militaires.
- Les autorisations officielles d'importation/exportation et les certificats d'utilisateur final doivent être joints.
- S'il y a lieu, les missions hongroises à l'étranger sont appelées à reconfirmer l'authenticité de documents délivrés localement.

La Hongrie applique strictement toutes les résolutions internationales imposant des sanctions (résolutions de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation

pour la sécurité et la coopération en Europe et de l'Union européenne). Toute la publicité voulue est donnée aux avis de recherche de terroristes et à la liste des organisations faisant l'objet d'une mise en garde internationale.

La Hongrie est partie à tous les instruments et accords internationaux visant à empêcher la prolifération des armes de destruction massive et du matériel militaire et de l'équipement nécessaire à leur mise en oeuvre.

Armes légères

En Hongrie, les armes légères de toute catégorie tombent sous le coup de la loi relative au commerce du matériel militaire avec l'étranger. La réglementation hongroise applicable est donc plus stricte que la réglementation adoptée par l'Union européenne ou prévue dans l'Arrangement de Wassenaar (liste des munitions), puisque, par exemple, tous les fusils de chasse et de sport tombent également sous le coup de la loi hongroise régissant le commerce de matériel militaire avec l'étranger.

Commerce et possession d'explosifs

Commerce interne et possession

1. Conditions de l'acquisition d'explosifs civils par des personnes physiques :

L'acquisition d'explosifs civils (mines, industrie, agriculture) et de matériel y relatif par des personnes physiques est régie en Hongrie par le décret ministériel No 3/1973.(VII.18.)BM. En vertu de ce texte, seules les sociétés immatriculées peuvent acquérir des explosifs et des dispositifs d'amorçage : les personnes physiques ne sont autorisées à le faire qu'exceptionnellement et selon des procédures d'autorisation spéciales.

Aux termes de la loi, l'acquisition et la possession d'explosifs et de dispositifs d'amorçage peuvent être autorisées par le Bureau hongrois des mines et par le quartier général de la Police nationale.

2. Conditions de l'acquisition d'explosifs militaires par les personnes physiques :

En Hongrie, les civils ne sont pas autorisés à posséder des explosifs militaires – il s'agit là d'une prérogative exclusive des forces armées nationales.

Les excédents d'explosifs militaires ne peuvent entrer dans le commerce interne, et ils sont soit détruits soit exportés.

Commerce extérieur

Aux termes du décret No 112/1991.(XII.23.), des licences doivent être obtenues pour se livrer au commerce international d'explosifs civils.

Pour transporter des explosifs à l'intérieur du pays, il est nécessaire d'obtenir de la police une autorisation de transport qui définit l'itinéraire et les conditions de livraison et désigne la personne physique qui, en regard du Code pénal, est pleinement responsable de la sécurité du transport.

Le commerce d'explosifs militaires et de dispositifs d'amorçage avec l'étranger est régi par le décret gouvernemental No 48/1991.(III.27.).

Les personnes physiques qui enfreindraient les lois et les décrets ci-dessus et commettraient ainsi les délits prévus aux articles 261/A, 263, 263/A et B, 264/C et

287 du Code pénal sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans d'emprisonnement.

Les contrôles à l'exportation en Hongrie

La République de Hongrie a mis en place dès le début des années 90 un système de contrôle des exportations extrêmement strict et efficace. Ce système est administré par le Bureau des licences et de l'enregistrement du Ministère de l'économie et des transports, mais un rôle important est également assigné aux agents des douanes et à la police, ainsi qu'aux services nationaux de sécurité civile. La loi oblige tous ces services à coopérer au sein du système de contrôle des exportations.

La Hongrie est membre de tous les régimes internationaux de non-prolifération :

- La Hongrie est un membre fondateur de l'Arrangement de Wassenaar (WA), sur la base du décret gouvernemental No 3077/1994.(III.17.);
- L'adhésion au Groupe d'Australie a été confirmée par le décret gouvernemental No 3417/1990.(IX.27.);
- L'appartenance au Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR) a été confirmée en 1993;
- La Hongrie a déposé son instrument de ratification de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction le 31 octobre 1996 et les dispositions de cet accord ont été promulguées par la loi No CIV de 1997 sur approbation du Parlement hongrois;
- En vertu du décret gouvernemental No 121/1997.(VII.17.), la Hongrie est membre à part entière du Groupe des pays fournisseurs nucléaires depuis la fondation de celui-ci;
- La Hongrie est également partie à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction;
- La Hongrie a adhéré à l'Accord international interdisant les mines terrestres antipersonnel et a accepté le Programme d'action adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

Réglementation juridique des contrôles à l'exportation

Pour améliorer l'efficacité des contrôles à l'exportation, les articles militaires sont classés chaque année dans le cadre d'un système de licences. On trouve, dans la liste des produits « à double usage » qu'utilisent également les terroristes, toutes les armes à feu civiles, les explosifs industriels, les produits pyrotechniques, les produits chimiques dangereux, les aéronefs, les précurseurs, les drogues, etc.

La liste complète des produits soumis à licence figure dans le décret gouvernemental No 112/1990.(XII.23.).

La réglementation du contrôle des exportations d'armes classiques et de produits à double usage figure dans le décret gouvernemental No 61/1990.(X.1.). Ce décret énonce les principes fondamentaux, indique les documents qui doivent être obtenus et donne la liste complète des articles assujettis au contrôle. Le système hongrois de contrôle des exportations prévoit une coopération internationale étroite et la liste des produits sous contrôle est donc ajustée périodiquement de manière à répondre aux prescriptions des régimes internationaux. Les modifications sont publiées par décret (le dernier en date étant le décret ministériel 28/2001.(X.12.) GM).

De même, en vertu de la loi [voir par exemple le décret gouvernemental 61/1991.(X.1.)], les mouvements de biens assujettis au contrôle qui transitent par le territoire hongrois sont également contrôlés.

Le système de contrôle des exportations fonctionne 24 heures sur 24 et une intervention est donc assurée en permanence en cas d'événements suspects liés à l'entrée ou à la sortie de marchandises contrôlées.

Alinéa b)

C'est l'Unité antiterroriste qui relève du quartier général de la Police nationale hongroise qui est chargée des activités de détection des terroristes et activités terroristes ainsi que des enquêtes en la matière. C'est le Centre pour la coopération policière internationale du quartier général de la Police nationale qui est responsable des alertes et de la coopération au niveau international.

La coordination et la coopération interinstitutions contre le crime organisé et le terrorisme relèvent du Centre de coordination de la lutte contre le crime organisé, qui comprend des représentants des services hongrois de détection et de répression des infractions et des services de sécurité nationale chargés des activités antiterroristes en Hongrie.

Alinéas c) et d)

Jusqu'ici, il n'y a pas eu d'activité de ce type à partir de la Hongrie.

Alinéa e)

Jusqu'ici, aucune condamnation n'a été prononcée en Hongrie pour actes de terrorisme tels que ceux-ci sont définis par le droit international car, pour le moment, les dispositions de la loi hongroise relatives aux actes de terrorisme ne correspondent pas à la définition du droit international.

Bien que certains actes se rapprochant du terrorisme ne soient pas expressément définis comme des actes de terrorisme, ils n'en constituent pas moins des infractions graves.

Selon l'article 261, tel qu'il a été modifié :

1) Quiconque détient une personne contre sa volonté ou saisit des avoirs ou des biens importants et exige d'un organe de l'État ou d'une organisation non gouvernementale, pour libérer ladite personne ou s'abstenir de lui causer un préjudice corporel, ou pour rendre lesdits avoirs, ou bien qu'ils exécutent un ordre ou une condition, ainsi que quiconque fournit des moyens matériels pour commettre

un acte de terrorisme est coupable d'un crime et punissable d'une peine d'emprisonnement de 5 à 15 ans;

2) La peine est un emprisonnement de 10 à 15 ans ou la réclusion à perpétuité si l'acte de terrorisme

a) A causé la mort ou un préjudice particulièrement grave;

b) Est commis en temps de guerre;

3) Quiconque participe à la préparation d'un acte de terrorisme commet une infraction passible d'une peine d'emprisonnement d'un à cinq ans;

4) Quiconque obtient des observations crédibles donnant à penser qu'un acte de terrorisme est en préparation et ne porte pas ces informations à la connaissance des autorités aussi rapidement que possible commet une infraction et est passible d'une peine de trois ans d'emprisonnement au maximum;

5) La peine dont est passible quiconque abandonne la commission d'un acte de terrorisme avant que des conséquences graves n'en découlent peut être atténuée sans limite.

Cette infraction pénale est une forme particulière de la contrainte ou du chantage, dans le cas où l'auteur s'efforce d'exclure toute possibilité d'échec en obtenant à l'avance une sorte de garantie. Si le destinataire des exigences n'est pas un organe de l'État ou une organisation sociale, on estime que l'infraction pénale est soit la contrainte, soit le chantage.

En 1991, la Cour suprême a eu à se prononcer sur la question de savoir si un acte de terrorisme est commis même lorsque l'auteur de l'acte avait en réalité l'intention de commettre une autre infraction mais que, n'ayant pu le faire, il a décidé de prendre un otage pour obtenir satisfaction.

Selon le libellé actuel de l'article 261, un mobile politique n'est pas une condition nécessaire de la commission d'un acte de terrorisme.

Si l'acte a été commis hors du territoire de la République de Hongrie par une personne de nationalité hongroise, celle-ci fera l'objet de poursuites en Hongrie en vertu du Code pénal hongrois même si l'infraction n'est pas considérée comme telle à l'étranger.

En ce qui concerne la gravité de cette infraction pénale, le *tribunal de comté* est le tribunal de première instance en matière pénale.

Si l'infraction a été commise hors du territoire de la République de Hongrie, le tribunal de comté compétent est celui du domicile ou de la résidence du suspect et, en l'absence de domicile ou de résidence, est celui dans le ressort duquel le suspect est détenu.

Si l'acte a été commis hors du territoire de la République de Hongrie par un étranger qui se trouve actuellement en Hongrie, le tribunal de première instance est le tribunal de comté dans le ressort duquel le suspect vit, réside ou est détenu.

Alinéa f)

La loi XXXVIII de 1996 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale ne fixe aucun délai pour la satisfaction d'une demande d'assistance judiciaire.

La République de Hongrie accorde une attention particulière à la lutte contre le terrorisme, ce qui signifie que les autorités compétentes prennent les mesures nécessaires immédiatement après avoir reçu la demande d'assistance judiciaire.

En cas d'urgence, l'autorité hongroise compétente, à savoir le Bureau du Procureur général, accepte une demande reçue par télécopie ou autre moyen de communication directe pour éviter les retards que pourrait causer l'utilisation des voies officielles; toutefois, la demande doit aussi être transmise par la voie officielle.

S'il le demande, le représentant de l'autorité étrangère peut être présent lors de l'exécution de la demande afin d'accélérer celle-ci ou de la rendre plus efficace.

Alinéa g)

L'expression « pays à haut risque » n'est ni définie ni utilisée en Hongrie. La Hongrie a accepté les listes de groupes et organisations terroristes et d'individus considérés comme tels établies par l'Union européenne et l'ONU, et les applique à cette fin.

En Hongrie, les procédures de délivrance de papiers d'identité et de documents de voyage répondent aux normes de qualité et de sécurité les plus élevées. Le passeport, la carte d'identité et le permis de conduire, qui sont acceptés comme documents d'identité, ont récemment été modifiés. Les mesures de protection techniques les plus sophistiquées sont utilisées pour établir ces documents. Des procédures et des dispositifs automatisés ont récemment été installés aux frontières pour la détection des documents contrefaits.

Paragraphe 3

Alinéas a), b) et c)

La loi XXXVIII de 1996 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale est entrée en vigueur le 15 juillet 1996.

Cette loi s'applique sauf stipulations contraires d'un traité. Le Ministère de la justice peut demander aux États étrangers des déclarations de réciprocité et peut faire de telles déclarations à la demande de ces États. En l'absence de réciprocité, le Ministère de la justice ou le Procureur général décide au cas par cas de la suite à donner aux demandes d'assistance judiciaire émanant d'États étrangers en consultation avec le Ministère des affaires étrangères.

La loi régit dans le détail les formes suivantes d'assistance judiciaire : extradition, transfert ou acceptation d'une procédure pénale, transfert ou acceptation de condamnations à des peines d'emprisonnement ou exécution de telles peines, assistance procédurale et dénonciation auprès des autorités d'États étrangers.

La Hongrie a conclu des traités bilatéraux d'extradition avec les pays suivants :

Afrique du Sud	Iraq
Algérie	Monaco
Australie	Mongolie
Autriche	Paraguay
Bosnie-Herzégovine	République populaire démocratique de Corée
Canada	Syrie
Cuba	Tunisie
Égypte	Viet Nam
États-Unis d'Amérique	Yougoslavie

La Hongrie a conclu des traités bilatéraux d'entraide judiciaire en matière pénale avec les pays suivants :

Algérie	Iraq
Australie	Mongolie
Autriche	République populaire démocratique de Corée
Bosnie-Herzégovine	Syrie
Canada	Tunisie
Cuba	Viet Nam
Égypte	Yougoslavie

La Hongrie a conclu des traités bilatéraux pour la répression du terrorisme et du crime organisé avec les pays suivants :

Afrique du Sud	Koweït
Albanie	Lettonie
Allemagne	Lituanie
Autriche	Malte
Belgique	Maroc
Bosnie-Herzégovine	Moldova
Bulgarie	Pays-Bas
Croatie	Pologne
Chypre	République tchèque
Égypte	Royaume-Uni de Grande-Bretagne
Espagne	et d'Irlande du Nord
Estonie	Roumanie
États-Unis d'Amérique	Slovaquie
Fédération de Russie	Slovénie
France	Suède
Grèce	Suisse
Irlande	Tunisie
Israël	Turquie
Italie	Ukraine
Jordanie	Viet Nam
Kazakhstan	Yougoslavie

Alinéa d)

Le 10 septembre 2002, le Parlement hongrois a promulgué la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et ratifié la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. La Hongrie est donc maintenant partie à tous les instruments internationaux relatifs au terrorisme.

Alinéa e)

L'obligation de considérer une infraction pénale visée dans les conventions et protocoles relatifs au terrorisme comme une infraction donnant lieu à extradition n'est pas expressément énoncée dans les traités bilatéraux susmentionnés.

Toutefois, *en vertu du droit interne hongrois*, toutes ces infractions pénales peuvent donner lieu à extradition.

Alinéa f)

Les personnes qui demandent le statut de réfugié font obligatoirement l'objet de contrôles de sécurité préalables de la part des Services de sécurité nationale. Le statut de réfugié n'est pas accordé si ces contrôles sont positifs. Le Service national de sécurité participe à la procédure en qualité d'expert. Le fonctionnaire de l'immigration qui procède au premier entretien avec le demandeur est donc tenu de contacter sans délai, et au plus tard dans les cinq jours, le Service national de sécurité.

Si le Service national de sécurité entend le demandeur d'asile, il rend son opinion dans les 45 jours de la date à laquelle il a été contacté, sauf en cas de procédure accélérée (5 jours). Le Service national de sécurité a toutefois la faculté de demander un délai supplémentaire de 15 jours pour formuler sa décision.

La législation hongroise (loi sur l'asile : loi CXXXIX de 1997) reproduit intégralement les dispositions de l'article premier F) de la Convention de Genève de 1951 et dispose que « la reconnaissance du statut de réfugié sera refusée à un étranger si l'une quelconque des causes d'exclusion visées à l'article premier D), E) ou F) de la Convention de Genève s'applique à l'intéressé ».

La loi sur l'asile dispose également que « les personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux régissant ces crimes, peuvent ne pas être reconnues comme des personnes jouissant d'une protection temporaire » (ceci peut être fondé sur la déclaration du Service national de sécurité).

Alinéa g)

La réserve faite par la Hongrie au sujet de l'article 13.1 de la Convention européenne sur la répression du terrorisme est toujours en vigueur.

On ne peut pas parler de pratiques en ce qui concerne cette réserve puisque la Hongrie n'a encore reçu aucune demande d'extradition concernant une infraction visée à l'article premier de la Convention qui soit considérée comme une infraction politique.

Paragraphe 4

Outre les renseignements fournis au titre des alinéas a), b) et c) du paragraphe 3, les renseignements suivants sont aussi portés à la connaissance du Comité :

Le Gouvernement hongrois partage la préoccupation exprimée au paragraphe 4 et est pleinement conscient du problème. L'organigramme qui suit montre clairement que les ministères et organes du gouvernement associés à la lutte contre le terrorisme sont compétents pour connaître de l'ensemble des actes illégaux ou illicites visés dans ce paragraphe de la résolution.

En sa qualité d'État partie au TNP et membre fondateur de l'AIEA, la Hongrie est très attachée aux objectifs de la non-prolifération. Le contrôle des armes chimiques et biologiques, y compris celui des mouvements illicites de telles armes et matières, est depuis longtemps une priorité de l'agenda de la Hongrie en matière de désarmement.

La Hongrie a noué des liens puissants avec les pays de la région pour coopérer à la lutte contre le terrorisme international. Elle participe également en tant que partenaire à part entière aux activités de lutte antiterroriste de l'Union européenne et applique pleinement les recommandations de l'OCDE en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

Organigramme – Hongrie

